

Document:-
A/CN.4/SR.542

Compte rendu analytique de la 542e séance

sujet:
Relations et immunités consulaires

Extrait de l'Annuaire de la Commission du droit international:-
1960, vol. I

*Telechargé du site Internet de la Commission du Droit International
(<http://www.un.org/law/french/ilc/index.htm>)*

prendra un article général relatif à la situation des membres du personnel consulaire qui sont ressortissants de l'Etat de résidence. Les membres de la Commission sont d'accord pour éliminer la clause de réciprocité et le Rapporteur spécial n'y voit pas d'objection, mais le commentaire pourra peut-être mentionner la question.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 13 h. 15.

542^e SÉANCE

Mercredi 18 mai 1960, à 9 h. 15

Président : M. Luis PADILLA NERVO

Relations et immunités consulaires (A/CN.4/L.131, A/CN.4/L.86) [suite]

[Point 2 de l'ordre du jour]

PROJET D'ARTICLES PROVISOIRES (A/CN.4/L.86) [suite]

ARTICLE 36 (EXEMPTION DE LA LÉGISLATION SUR LA SÉCURITÉ SOCIALE)

1. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial) présente le texte de l'article 36, qui suit de très près l'article 31 du projet concernant les relations diplomatiques et qui a constitué, sous une forme différente, l'article 31 de son premier projet¹. Il a légèrement modifié les termes de l'article 31 du projet concernant les relations diplomatiques afin d'établir une distinction entre le chef du poste consulaire en tant qu'assuré et en tant qu'employeur. L'article 31 du projet concernant les relations diplomatiques est peut-être trop condensé ; il établit une règle et admet des exceptions en ce qui concerne les domestiques et employés « s'ils sont eux-mêmes soumis à la législation sur la sécurité sociale de l'Etat accréditaire », mais ne spécifie pas dans quel cas ils sont soumis à cette législation sur la sécurité sociale.

2. Au paragraphe 1 de l'article 36 à l'examen, les mots « les membres du personnel consulaire et les membres de leurs familles » comprennent le chef de poste, les fonctionnaires consulaires et les employés de consulat, ainsi que les membres de leurs familles. Lorsqu'on revisera les définitions du projet d'article premier, on se servira probablement de termes plus appropriés ; il n'est pas nécessaire d'en discuter à propos de l'article 36. Le paragraphe 2 énonce deux conditions visant le personnel privé au service exclusif des membres du personnel consulaire. De l'avis du Rapporteur spécial, la Commission ne devrait pas aborder

des questions de rédaction, mais limiter son examen au point de savoir s'il est souhaitable de faire figurer un tel article dans le projet visant les relations et immunités consulaires.

3. M. VERDROSS accepte le principe exprimé à l'article 36, mais pense qu'il faudrait exclure de ce privilège les membres des familles du personnel consulaire qui exercent une profession dans l'Etat de résidence. On pourrait donc ajouter, après les mots « ressortissants de l'Etat de résidence », le membre de phrase « et n'exercent pas de profession dans l'Etat de résidence ».

4. Sir Gerald FITZMAURICE n'a pas d'objection contre l'inclusion de l'article 36, mais se demande si le projet, sous sa forme actuelle, tient compte d'un problème qui a été discuté de façon détaillée lors de la rédaction de l'article 31 du projet concernant les relations diplomatiques. A cette époque, on avait fait observer que, si un membre d'une mission diplomatique pouvait être exempté de la législation sur la sécurité sociale, il pouvait avoir à son service des personnes assujetties à cette législation, aux termes de laquelle une partie de la contribution est payable par l'employeur. Comme on sait, la Commission avait, dans le commentaire, adopté le point de vue selon lequel le membre de la mission diplomatique ne devait pas, en ce qui concerne ces contributions, être exempté du paiement de la part de l'employeur.

5. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial) répond qu'en fait il est tenu compte de ce problème dans le projet d'article 36. Si un membre du personnel consulaire emploie une personne qui possède la nationalité de l'Etat de résidence ou qui y est établie définitivement, il doit, en tant qu'employeur, verser la part de la contribution payable par l'employeur conformément à la législation sur la sécurité sociale en vigueur dans cet Etat. Si un membre du personnel consulaire fait venir de l'étranger une personne faisant partie de son ménage qui n'a pas la nationalité de l'Etat de résidence, il sera exempté de la législation sur la sécurité sociale de cet Etat, sauf dispositions contraires d'un accord bilatéral conclu entre les deux Etats. Toutefois, aux termes du paragraphe 3, même s'il est exempté de ces paiements, la participation volontaire au régime de sécurité sociale n'est pas exclue, pour autant que cette participation soit admise par la législation de l'Etat de résidence.

6. Sir Gerald FITZMAURICE pense qu'il s'agit peut-être simplement d'une question de rédaction, mais il n'est toujours pas convaincu que le texte proposé par le Rapporteur spécial tienne compte de ce problème. Pour qu'il en soit ainsi, il faut maintenir la responsabilité du fonctionnaire consulaire en tant qu'employeur d'une personne qui est assurée à titre obligatoire. Il est vrai que le paragraphe 2 n'étend pas l'exemption au personnel privé qui possède la nationalité de l'Etat de résidence ou qui est établi définitivement dans cet Etat, mais c'est la responsabilité de l'employeur à l'égard de ce personnel qu'il y a lieu de mention-

¹ *Annuaire de la Commission du droit international*, 1957, vol. II (publication des Nations Unies, n° de vente : 1957.V.5, vol. II), p. 115.

ner expressément comme exception à l'immunité énoncée au paragraphe 1. Il en est fait mention dans le texte de l'article 31 du projet relatif aux immunités diplomatiques.

7. M. SANDSTRÖM appuie le point de vue exprimé par sir Gerald Fitzmaurice. Il propose que le Comité de rédaction en tienne compte.

8. M. ERIM approuve le principe de l'exemption. Toutefois, la question soulevée par M. Verdross mérite un examen attentif avant que la Commission ne renvoie le projet d'article au Comité de rédaction. On pourrait simplifier le texte actuel en se bornant au principe selon lequel les membres du personnel consulaire et les membres de leurs familles ne sont pas assujettis à la législation sur la sécurité sociale en vigueur dans l'Etat de résidence. M. Erim est du même avis que sir Gerald Fitzmaurice et M. Sandström. On pourrait traiter de tous les membres du personnel consulaire, privé ou non, dans un seul paragraphe qui leur offrirait le même choix — et, en raison des dispositions du paragraphe 3, il s'agit d'un choix, plutôt que d'une exemption. Comme l'a justement fait observer M. Verdross, il n'y aurait d'exception à la règle que dans le seul cas où les membres de la famille du personnel consulaire exerceraient une activité dans l'Etat de résidence.

9. M. YOKOTA maintient que la question soulevée par sir Gerald n'est pas traitée dans le texte actuel. Il est sous-entendu au paragraphe 2 que la législation sur la sécurité sociale ne s'applique pas au personnel privé, alors qu'aux termes de l'article 31 du projet relatif aux immunités diplomatiques, les membres de la mission et les membres de leurs familles sont tenus de se conformer à la législation sur la sécurité sociale en ce qui concerne leurs domestiques. Dans le projet d'article 36 présenté par le Rapporteur spécial, ils sont exemptés même en ce qui concerne leur personnel privé. Il semble que, de l'avis de la Commission, ils ne devraient pas l'être. Le Comité de rédaction devrait reprendre la rédaction de cet article.

10. Le PRÉSIDENT, prenant la parole en qualité de membre de la Commission, déclare que l'objet de l'article est de garantir l'exemption de la législation sur la sécurité sociale en vigueur dans l'Etat de résidence aux membres du personnel consulaire en ce qui les concerne personnellement, mais non pas en tant qu'ils sont employeurs de domestiques et de personnel soumis à cette législation ; l'article 31 du projet relatif aux immunités diplomatiques contient une disposition de ce genre. Le paragraphe 2 prévoit une exception équivalente à celle qui est énoncée à l'article 31 du projet concernant les relations et immunités diplomatiques. Le Rapporteur spécial paraît croire que l'exception formulée à l'article 31 du projet en question a une portée plus grande que le paragraphe 2 du projet d'article 36 en discussion, où il est sous-entendu que les membres du personnel consulaire ne sont pas exemptés du paiement de la contribution de l'employeur pour les domes-

tiques ou les employés qui possèdent la nationalité de l'Etat de résidence ou qui y sont établis définitivement.

11. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial) confirme l'interprétation donnée par M. Padilla Nervo. L'exemption conférée par l'article 31 du projet concernant les relations et immunités diplomatiques est soumise à une exception visant l'emploi de domestiques qui sont eux-mêmes assujettis à la législation sur la sécurité sociale en vigueur dans l'Etat de résidence, mais cet article ne fournit aucun critère qui permette de déterminer quelles sont ces personnes. La formule employée est très générale. Le Rapporteur spécial pensait que les deux conditions énoncées au paragraphe 2 du projet d'article 36 indiqueraient clairement que, dans les cas où une de ces deux conditions étaient remplies, les membres du personnel consulaire étaient tenus de verser la contribution de l'employeur. L'exemption interviendrait dans le cas du personnel que l'on a fait venir de l'étranger, mais ce personnel aurait la faculté de contribuer bénévolement, conformément au paragraphe 3. Si cela n'est pas suffisamment clair, on pourrait insérer au paragraphe 1 un membre de phrase tel que « sous réserve des dispositions du paragraphe 2 ». La disposition que propose M. Verdross est acceptable, bien qu'aucune disposition similaire ne figure à l'article 31 du projet ayant trait aux relations diplomatiques ; toutefois, pour éviter qu'une telle disposition ne soit interprétée comme s'étendant à des activités non rémunérées, il conviendrait de spécifier qu'il doit s'agir d'une activité lucrative.

12. Le PRÉSIDENT, prenant la parole en qualité de membre de la Commission, fait observer, au sujet de la proposition de M. Verdross, que l'on reconnaît aux fonctionnaires consulaires certains privilèges et immunités s'ils ne se livrent pas au commerce ou à d'autres activités lucratives. Cela est également valable pour les membres de leurs familles et pour les personnes faisant partie de leur ménage, bien que le terme « ménage » ait une portée très large. Au paragraphe 11 du commentaire de l'article 36 du projet ayant trait aux relations diplomatiques, la Commission a déclaré notamment qu'elle n'a pas voulu aller jusqu'à préciser le sens de l'expression « membre de la famille », mais qu'elle a entendu indiquer qu'il doit s'agir de liens étroits ou de conditions spéciales.

13. M. EDMONDS approuve l'énoncé du principe, mais il estime que l'objection soulevée par sir Gerald Fitzmaurice doit être examinée de façon approfondie. En outre, le nombre de phrase « établi définitivement dans l'Etat de résidence », que l'on trouve au paragraphe 2, est beaucoup trop vague. On pourrait en effet se demander, d'une part, si une personne est jamais établie définitivement dans sa résidence ou dans sa profession, d'autre part, à qui il appartient de décider que quelqu'un est établi de façon définitive. Il arrive souvent qu'à partir des mêmes données de faits concernant la résidence, des tri-

bunaux différents concluent différemment. Le Comité de rédaction devrait s'efforcer d'exprimer l'idée en termes plus précis.

14. M. SANDSTRÖM n'est pas certain que le paragraphe 2 du projet du Rapporteur spécial corresponde bien exactement à l'exception énoncée dans l'article 31 du projet ayant trait aux relations diplomatiques. Quelques différences pourraient résulter des dispositions d'une convention bilatérale ou de la législation du pays, et d'autres personnes intéressées pourraient également être soumises à la législation sur la sécurité sociale de l'Etat de résidence. C'est pourquoi il lui paraît difficile d'accepter le projet du Rapporteur spécial dans sa teneur actuelle. La suggestion de M. Verdross a soulevé une difficulté beaucoup plus grande. Peut-on dire qu'une personne appartenant à la famille d'un membre du personnel consulaire fait partie du ménage de celui-ci si elle exerce une activité rémunérée? Cela dépend beaucoup des circonstances. Si une personne exerçant une profession a d'autres personnes à son service, elle peut fort bien être tenue de payer les cotisations de sécurité sociale pour ces personnes, puisqu'il n'y a aucune raison de les priver des avantages de la législation sur la sécurité sociale. La suggestion de M. Verdross n'est donc pas entièrement acceptable.

15. M. BARTOŠ fait observer qu'il se pose ici une question d'ordre pratique qui, depuis un certain temps, cause beaucoup de difficultés. Il est arrivé, par exemple, que des consuls qui avaient à leur service du personnel local refusent, en arguant de l'immunité, de verser pour ce personnel la part des cotisations de la sécurité sociale, qui incombe à l'employeur. En revanche, les consulats des Etats-Unis en Yougoslavie versent de leur plein gré, uniquement pour faire preuve de bonne volonté et sans qu'il y ait pour eux d'obligation légale, la part incombant à l'employeur des cotisations de sécurité sociale de leur personnel yougoslave. Ce paiement n'est pas fait directement à l'Administration de l'assurance sociale, mais par l'intermédiaire de l'employé assuré. De même, une convention spéciale établie sur la base de la réciprocité et couvrant ce point particulier a été signée avec le Royaume-Uni. Néanmoins, ce sont là des exceptions. C'est pourquoi le projet de la Commission doit, pour des raisons d'ordre pratique, prévoir que les consuls ne seront pas dispensés du versement de la part des cotisations de sécurité sociale qui incombe à l'employeur. Cette règle serait en conformité avec le principe général selon lequel les fonctionnaires consulaires doivent respecter les lois et règlements de l'Etat de résidence.

16. A propos de la suggestion de M. Verdross, M. Bartoš dit que la disposition proposée est acceptable, mais qu'elle devait être complétée par une clause se rapportant non seulement aux membres des familles du personnel consulaire qui exercent une activité rémunérée, mais encore à ceux qui exercent d'autres activités soumises à l'assurance obligatoire en vertu, par exemple, de

conventions internationales du travail. L'orateur pense notamment aux pilotes d'avion amateurs, aux personnes qui se livrent à certains sports dangereux, voire à celles qui s'entraînent de leur propre gré à des exercices périlleux. Il conviendrait donc d'ajouter à la formule proposée par M. Verdross les mots « ou d'emplois ou activités soumis à l'assurance obligatoire ». Toutefois, on ne saurait rentrer dans tous les détails dans le corps même du texte; ce serait trop compliqué.

17. Le paragraphe 2 du Rapporteur spécial est satisfaisant, dans l'ensemble, mais il devrait contenir une réserve telle que « sauf disposition contraire prévue par un accord bilatéral spécial »; ou encore, on pourrait mentionner dans le commentaire la possibilité de prévoir une réglementation différente par accord bilatéral. Le personnel privé qui est uniquement au service de membres du personnel consulaire et n'est pas ressortissant de l'Etat de résidence ne doit être exempté des cotisations de sécurité sociale que si un accord a été conclu à cet effet entre les Etats intéressés. Il ne serait pas souhaitable que ce personnel fût privé de la protection du régime de sécurité sociale.

18. La clause relative à la participation volontaire au régime de sécurité sociale (paragraphe 3) est généralement acceptable, mais il conviendrait de prévoir que, au moins pour ce qui est de l'assurance-maladie, les autorités locales doivent être tenues d'accepter une telle participation. Il est arrivé que des personnes soient acculées à une situation critique, surtout en cas d'urgence, dans les pays où les médecins n'ont pas de clientèle privée et où les membres du personnel consulaire, ne pouvant participer au régime de sécurité sociale de l'Etat de résidence, se sont trouvés ainsi dans l'impossibilité d'être admis dans un hôpital pour y être traités. C'est une règle du droit coutumier que les étrangers sont admis à bénéficier de l'assistance médicale dans les cas d'urgence. M. Bartoš ne sait pas si cette règle peut être énoncée dans le projet, mais le Rapporteur social ne doit pas en méconnaître l'existence.

19. M. ERIM fait observer que les points soulevés par M. Bartoš risquent de susciter plus de difficultés qu'il n'était prévu dans l'élaboration de l'article 36. Il ne suffirait sans doute pas de charger le Comité de rédaction de préparer un projet qui suivrait exactement l'article 31 du projet concernant les relations diplomatiques. En effet, cet article 31 est rédigé en termes très généraux, alors qu'actuellement il semble que, dans le projet d'articles concernant les relations consulaires, il faille tenir compte des situations évoquées par M. Bartoš et M. Verdross. C'est pourquoi la Commission devrait régler le point principal qui est le suivant : est-il souhaitable d'insérer un article de ce genre dans le projet d'articles visant les relations et immunités consulaires? La Commission est prête à accepter certains privilèges et certaines immunités pour les agents consulaires aussi bien que pour les agents diplomatiques. Dans le cas présent, elle s'efforce de dispenser les consuls de corvées qui risqueraient

de gêner le bon exercice des fonctions consulaires, et elle pourrait peut-être aussi s'occuper de certains cas exceptionnels du genre de ceux que M. Bartoš vient de mentionner. Le projet d'articles doit donc ou être complet ou stipuler qu'en ce qui concerne la législation sur la sécurité sociale, les membres du personnel consulaire sont libres de choisir, et qu'ils pourront participer ou ne pas participer au régime de sécurité sociale de l'Etat de résidence, les détails devant être réglés par accord entre les Etats intéressés.

20. M. VERDROSS déclare que les questions soulevées par M. Bartoš sont de la plus haute importance. Il faut distinguer nettement entre le cas où le consul paie pour lui-même des cotisations de sécurité sociale, et le cas où il verse ces cotisations pour une autre personne. En Autriche, par exemple, la cotisation est versée moitié par l'employeur et moitié par l'employé. Si le consul n'est pas dans l'obligation de payer la moitié incombant à l'employeur, la personne qui est à son service ne bénéficiera pas de la protection assurée par le régime de sécurité sociale. Le Rapporteur spécial pourrait peut-être insérer un autre paragraphe concernant ce point, et rédigé à peu près comme suit : « l'exemption visée aux paragraphes 1 et 2 ne se réfère pas aux charges de sécurité sociale existant en faveur du personnel n'ayant pas la nationalité de l'Etat d'envoi ». Quant au point soulevé par M. Bartoš au sujet de l'assurance-maladie, il est réglé dans le paragraphe 3, puisque, aux termes de cette disposition, le consul lui-même a la faculté de participer volontairement au régime de la sécurité sociale de l'Etat de résidence.

21. M. BARTOŠ appelle l'attention de M. Verdross sur la réserve formulée au paragraphe 3, à savoir que la participation volontaire n'est pas exclue, « pour autant qu'une telle participation est admise par la législation de l'Etat de résidence ». Or, certains Etats n'autorisent une telle participation que si l'intéressé est établi définitivement sur le territoire de l'Etat de résidence.

22. M. AGO fait observer qu'il serait donné satisfaction à M. Verdross si la Commission revenait au système adopté dans l'article 31 du projet concernant les relations diplomatiques. Le Rapporteur spécial et le Comité de rédaction devraient établir le nouveau texte en se fondant sur ce système. Néanmoins, la structure et les termes de l'article 31 sont susceptibles d'amélioration. Ainsi, on devrait dire « exemptés des obligations prévues par la législation sur la sécurité sociale », car il est incorrect de dire « exemptés de la législation sur la sécurité sociale ». La réserve concernant les domestiques et employés qui figure dans l'article même ne correspond pas exactement à ce qui est dit dans le commentaire ; on ne sait pas très bien si ce sont les domestiques qui sont exemptés des obligations en question ou si ce sont les membres de la mission. M. Bartoš a mentionné un certain nombre de circonstances spéciales. Mais il est certain que la Commission

doit se borner à codifier des règles générales ; sans quoi, elle devra entrer dans les plus petits détails et aller même jusqu'à examiner si les activités auxquelles le consul peut se livrer à titre de passe-temps favori doivent ou ne doivent pas être englobées dans le projet d'articles.

23. M. PAL pense que, puisque la Commission approuve le fond de l'article 36 et a jugé qu'il serait bon de le remanier en s'inspirant du texte de l'article 31 du projet concernant les relations diplomatiques, l'article en question devrait être renvoyé au Comité de rédaction. Le Rapporteur spécial s'est déclaré d'accord, dans l'ensemble, avec sir Gerald Fitzmaurice, mais a estimé que son propre texte réglait la question de façon adéquate. Le Comité de rédaction devrait accorder une attention toute particulière au point soulevé par sir Gerald et apprécier aussi bien les besoins de la situation que ses possibilités inhérentes, facteurs sur lesquels sir Gerald a appelé l'attention. Mieux vaut, évidemment, rédiger un texte plus clair que de courir le risque de différences d'interprétation qui ne feraient qu'alimenter la controverse. Toutes les questions restant à régler sont donc des questions de rédaction.

24. M. AMADO constate que M. Ago vient de ramener la Commission au problème essentiel qu'il faut trancher et qui est de savoir, comme l'a fait observer sir Gerald Fitzmaurice, si les membres du personnel consulaire sont tenus de verser des cotisations au titre de la sécurité sociale.

25. La discussion a porté sur un grand nombre de détails secondaires, et il est grand temps, à son avis, que la Commission décide de renvoyer l'article au Comité de rédaction. A cet égard, M. Amado estime que les critiques qui ont été exprimées au sujet de la rédaction de l'article 31 du projet consacré aux relations diplomatiques sont tout à fait justifiées.

26. M. ERIM reconnaît, lui aussi, que le texte de l'article 31 du projet concernant les relations diplomatiques a besoin d'être amélioré.

27. D'autre part, il estime indispensable de permettre aux membres du personnel consulaire de participer volontairement au régime de sécurité sociale de l'Etat de résidence.

28. M. TOUNKINE souligne que les questions de sécurité sociale sont extrêmement complexes ; si la Commission insérait dans le projet des dispositions détaillées à ce sujet, il est probable qu'un grand nombre d'Etats ne seraient pas en mesure de l'accepter.

29. Par conséquent, le projet de la Commission devrait traiter de deux questions de principe. En premier lieu, il faudrait prévoir un système permettant aux personnes visées dans le projet de bénéficier des prestations de sécurité sociale. Or, les membres du personnel consulaire ainsi que les employés de consulat et le personnel privé venant de l'Etat d'envoi bénéficient ordinairement de la législation sur la sécurité sociale dudit Etat. Il est donc normal que ces personnes soient exemptées des obligations résultant de la législation sur la

sécurité sociale dans l'Etat de résidence. En second lieu, la Commission devrait résoudre la question des obligations naissant de l'emploi de personnel local qui ne bénéficie pas de la législation sur la sécurité sociale de l'Etat d'envoi.

30. Le texte du Rapporteur spécial tient suffisamment compte de ces deux points, et, comme M. Pal l'a fait observer, la Commission s'est mise d'accord sur les principes énoncés dans l'article 36. Les suggestions faites par M. Verdross et d'autres membres de la Commission peuvent donc être renvoyées au Comité de rédaction.

31. Le PRÉSIDENT note que tous les membres de la Commission acceptent de renvoyer l'article 36 au Comité de rédaction, en lui suggérant de rédiger cet article en termes analogues à ceux de l'article 31 du projet ayant trait aux relations diplomatiques et en lui transmettant les autres suggestions qui ont été faites. La Commission s'est mise d'accord sur les points suivants : la règle énoncée au paragraphe 1 de l'article 36 ; l'obligation, pour les membres du personnel consulaire, de verser, du chef des employés locaux et du personnel privé recrutés sur place, les contributions dues par les employeurs en vertu de la législation sur la sécurité sociale de l'Etat de résidence ; ...la possibilité de participer volontairement au régime de la sécurité sociale de l'Etat de résidence.

32. En l'absence d'objection, le Président considérera que la Commission approuve le renvoi de ces questions au Comité de rédaction.

Il en est ainsi décidé.

ARTICLE 37 (IMMUNITÉ FISCALE)

33. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial) présente le texte révisé de l'article 37 :

« 1. L'Etat de résidence est tenu, sous réserve de réciprocité, d'exonérer les membres du personnel consulaire ainsi que les membres de leurs familles de tous impôts et taxes, personnels ou réels, perçus par l'Etat de résidence ou par l'une quelconque de ses subdivisions territoriales, sauf :

a) des impôts indirects incorporés dans le prix de marchandises ou de services ;

b) des impôts et taxes sur les biens immeubles privés, situés sur le territoire de l'Etat de résidence, à moins que le membre du personnel consulaire ne les possède pour le compte de son Gouvernement aux fins du consulat ;

c) des droits de succession perçus par l'Etat de résidence ou l'une quelconque de ses subdivisions territoriales, sous réserve des dispositions de l'article 44 concernant la succession relative aux biens d'un membre du personnel consulaire ou d'un membre de sa famille ;

d) des impôts et taxes sur les revenus qui ont leur source dans l'Etat de résidence ;

e) des impôts et taxes perçus en rémunération de services particuliers rendus ;

f) sous réserve des dispositions de l'article 26, des droits d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque et de timbre. »

34. L'expression « membres du personnel consulaire » qui figure dans le texte comprend aussi bien les chefs de poste consulaire que le personnel subordonné ; elle sera remplacée par une expression appropriée lorsque l'article premier concernant les définitions aura été revu et complété.

35. M. ŽOUREK fait observer que, sauf quelques légères modifications de rédaction, son texte révisé de l'article 37 est analogue à celui de l'article 32 du projet concernant les relations diplomatiques. A ce propos, il rappelle qu'au cours de la période allant de 1919 à 1939, on affirmait couramment que le droit international général ne reconnaissait pas aux consuls le privilège de l'immunité fiscale. En fait, nombreux sont les Etats qui accordent cette immunité, et les conventions consulaires récentes prouvent qu'elle est entrée dans la pratique des Etats. M. Žourek cite, à ce propos, les conventions consulaires que le Royaume-Uni a conclues avec la France (1951), la Norvège (1951), la Suède (1952) et un certain nombre d'autres pays, ainsi que les conventions conclues par l'Union soviétique avec la Hongrie (1957), la Tchécoslovaquie (1957), la République populaire de Chine (1959) et d'autres pays. On pourrait donc conclure en toute certitude que le principe énoncé dans le paragraphe 37 est une règle de droit international qui devrait figurer dans le projet.

36. L'expression « sous réserve de réciprocité » a été insérée dans le texte pour donner aux Etats une plus grande liberté d'action lors de la conclusion d'accords bilatéraux. M. Žourek est disposé à supprimer ces mots si la majorité de la Commission y est opposée ; il estime toutefois que, si l'on maintenait ce membre de phrase, il y aurait plus de chances pour que les Etats acceptent les dispositions de l'article 37.

37. M. BARTOŠ demande au Rapporteur spécial si son texte doit être interprété comme signifiant que les membres du personnel privé du consul qui sont ressortissants de l'Etat d'envoi n'auront pas droit au bénéfice de l'immunité fiscale dans l'Etat de résidence. Il n'a aucune objection à ce que ces personnes soient exclues du bénéfice de l'immunité, mais, dans la pratique, il serait difficile aux autorités fiscales de fixer le montant des impôts dus par ces personnes, du fait qu'elles ignoreront les clauses du contrat entre le consul et le membre de son personnel privé qu'il a fait venir de l'Etat d'envoi.

38. En outre, M. Bartoš voudrait savoir si l'expression « impôts et taxes perçus en rémunération de services particuliers rendus » qui figure à l'alinéa e) de l'article 37 vise les services rendus à un consulat.

39. Enfin, il demande au Rapporteur spécial de préciser le sens de l'alinéa f) de l'article 37.

40. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial) dit que la première question de M. Bartoš soulève un point

assez délicat ; si la Commission le désire, il est disposé à élargir la portée de l'article en incluant également le personnel privé.

41. Répondant à la deuxième question, il indique que l'alinéa e) de l'article 37 vise les taxes (autres que des impôts) représentant la contrepartie de services particuliers rendus au consul par l'Etat de résidence ou par ses services publics.

42. Quant au troisième point soulevé par M. Bartoš, M. Žourek explique que la clause « sous réserve des dispositions de l'article 26 » a pour but de préciser que, si l'Etat d'envoi ou le chef de poste consulaire acquiert des locaux destinés à loger le consulat, les droits d'enregistrement, qui sont très élevés dans certains pays, ne seraient pas dus au titre de cette transaction.

43. M. BARTOŠ remercie le Rapporteur spécial de ses explications, et il n'insiste pas sur le point qu'il a soulevé dans sa première question. Quant au deuxième point, à moins de préciser que les impôts et taxes mentionnés à l'alinéa e) de l'article 37 se rapportent à des fournitures ou des travaux effectués, la disposition pourrait anéantir complètement le bénéfice fiscal.

44. Pour ce qui est du troisième point, M. Bartoš tient à formuler une réserve sur la question de savoir si l'acquisition de biens immeubles par l'Etat d'envoi ou par le chef de poste consulaire est une opération imposable. La règle du droit international est que l'Etat d'envoi et le chef de poste consulaire ne sont pas exonérés du paiement des droits et taxes dus au titre d'une telle acquisition ; ils ne sont exonérés que des impôts dus au titre de l'utilisation des locaux en question.

45. M. ERIM critique la clause de réciprocité ; une telle règle, à son avis, ne serait justifiée que si l'article constituait une innovation. En fait, l'article 37 énonce une règle qui figure dans un grand nombre de conventions consulaires et qui est reconnu par la pratique des Etats.

46. Quant à l'imposition des revenus ayant leur source dans l'Etat de résidence, M. Erim n'est pas certain que le texte de l'alinéa d) de l'article 37 prévoit tous les cas possibles et il appelle l'attention du Comité de rédaction sur le texte beaucoup plus détaillé du paragraphe 5, alinéa b) de l'article 16 de la Convention consulaire de 1952 entre le Royaume-Uni et la Suède.

47. M. FRANÇOIS sait gré au Rapporteur spécial de ne pas insister en faveur de la clause de réciprocité.

48. Les mots « ainsi que les membres de leurs familles » ne figurent pas à l'article 32 du projet consacré aux relations diplomatiques. Toutefois, ce texte contient un article 36 qui énumère les personnes bénéficiant de privilèges et immunités. M. François voudrait savoir si le Rapporteur spécial a l'intention d'insérer une disposition analogue dans le projet concernant les relations consulaires.

49. Il remercie le Rapporteur spécial d'avoir ajouté la disposition qui constitue l'alinéa f) de l'article 37 : il n'existe plus, de la sorte, de dispa-

rité avec l'article 32 du projet ayant trait aux relations diplomatiques. M. François croit toutefois que la plupart des Etats exemptent les consuls des taxes et droits mentionnés dans cette clause. A cet égard, il indique qu'aux Pays-Bas on interprète la règle comme signifiant que les consuls étrangers ne sont pas tenus d'apposer des timbres fiscaux néerlandais sur les documents qu'ils délivrent. Toutefois, les personnes produisant ces documents devant une autorité judiciaire ou autre sont obligées d'y apposer ces timbres à leurs frais. Il serait heureux de connaître l'opinion du Rapporteur spécial sur ce point.

50. M. AGO estime que les dispositions de l'article 32 du projet relatif aux immunités diplomatiques sont trop limitatives. Néanmoins, appliquées aux consuls, elles paraissent trop libérales. Par exemple, l'article 37 du Rapporteur spécial prévoit que seules les transmissions par décès sont passibles d'impôts ou de droits. Or, d'autres transmissions de biens peuvent également être imposables, et il n'y a pas, semble-t-il, de raison d'exonérer les membres du personnel consulaire du paiement de ces droit de mutation.

51. La clause commençant par les mots « à moins que », à l'alinéa b) de l'article 37, n'est pas satisfaisante non plus. Si un Etat juge à propos de posséder des biens non pas sous son nom mais par l'intermédiaire d'un consul, il doit accepter les conséquences fiscales de sa décision.

52. En conclusion, il faudrait demander au Comité de rédaction de formuler la disposition relative à l'immunité fiscale des consuls en termes moins libéraux que ceux qui sont employés pour les agents diplomatiques.

53. M. MATINE-DAFTARY approuve le principe énoncé à l'article 37, mais il propose d'en rédiger la clause initiale de manière à viser « tout ou partie des impôts et taxes... ».

54. Il prie le Rapporteur spécial de préciser le sens donné au mot « réels » dans le contexte « impôts et taxes, personnels ou réels ». Comme l'alinéa b) de l'article 37 prévoit une exception pour les impôts et taxes sur les biens immeubles, on ne voit pas clairement quels autres impôts désigne l'expression « impôts réels ».

55. Sir Gerald FITZMAURICE, répondant à l'observation de M. Ago, indique que la restriction qui figure à l'alinéa b) de l'article 32 du projet concernant les relations diplomatiques (« à moins que l'agent diplomatique ne les possède... ») a été ajoutée parce que, dans certains pays, les Etats étrangers ne peuvent pas, en tant que tels, être propriétaires d'immeubles. Dans ces cas, l'usage est que l'Etat étranger achète les biens soit au nom de sa banque nationale, soit au nom de son ambassadeur. Il n'y a aucune raison, semble-t-il, de ne pas adopter une disposition analogue pour les locaux consulaires.

56. M. TOUNKINE estime que le principe énoncé à l'article 37 est valable. La Commission adopterait la bonne solution en faisant figurer dans sa codification une disposition conforme à la

pratique actuelle, qui est d'exempter d'impôt les membres du personnel consulaire.

57. Le point signalé par M. Ago a été relevé par sir Gerald Fitzmaurice. M. Tounkine cite, à ce propos, le cas de deux propriétés situées à Long Island (Etat de New York), que l'Union soviétique a acquises au nom de son représentant auprès de l'Organisation des Nations Unies, par ce que la *lex rei sitae* ne permet pas qu'une puissance étrangère soit propriétaire d'un immeuble sur le territoire de l'Etat. Bien que les propriétés en question soient enregistrées au nom du représentant intéressé, on n'ignore pas qu'elles appartiennent à l'Union soviétique.

58. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial), répondant à M. François, fait valoir qu'il serait difficile d'insérer dans le projet concernant les relations consulaires, un article analogue à l'article 36 du projet ayant trait aux relations diplomatiques. Certaines immunités consulaires, telles que l'inviolabilité personnelle, ne s'appliquent qu'aux fonctionnaires consulaires. D'autres s'appliquent à la fois aux fonctionnaires consulaires et aux employés de consulat, ainsi qu'aux membres de leurs familles. Enfin, certains autres privilèges s'étendent au personnel privé. Il a donc jugé préférable de préciser, dans chacun des articles, les personnes qui sont en droit de bénéficier de ses dispositions.

59. L'alinéa f) de l'article 37 signifie qu'un fonctionnaire consulaire ou un employé de consulat qui est partie à un contrat normalement soumis au droit de timbre local ou au droit d'enregistrement devra payer ce droit. La question est toute différente quand il s'agit d'un contrat signé au consulat et destiné à prendre effet, uniquement dans l'Etat d'envoi ou dans un Etat tiers; cet acte ne sera passible d'aucun droit de timbre percevable en vertu de la législation de l'Etat de résidence.

60. Sir Gerald Fitzmaurice et M. Tounkine ont donné les explications voulues en réponse à l'observation de M. Ago concernant l'alinéa b) de l'article 36. Pour ce qui est de l'alinéa e), on peut étendre la portée de la clause de manière à viser les services particuliers fournis par l'Etat de résidence, l'une de ses subdivisions territoriales ou un service public.

61. Quant à l'amendement proposé par M. Matine-Daftary (« d'exonérer... de tout ou partie des impôts et taxes »), il lui serait difficile de l'accepter car il permettrait à l'Etat de résidence de limiter exagérément l'immunité fiscale des consuls étrangers.

62. En réponse à la question posée par M. Matine-Daftary au sujet du mot « réels », il indique que les termes « personnels ou réels » se rapportent à la distinction entre les impôts directs sur les immeubles et les impôts directs auxquels les personnes sont assujetties.

63. Le PRÉSIDENT pense que, sauf objection, l'article 37 peut être renvoyé au Comité de rédaction avec les observations faites au cours du débat; le Comité de rédaction verra également si l'on

peut rendre l'exemption fiscale un peu moins libérale, comme l'a proposé M. Ago.

Il en est ainsi décidé.

ARTICLE 38 (FRANCHISES DOUANIÈRES)

64. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial), présentant l'article 38, expose qu'en le rédigeant il a pris pour base les franchises douanières minimales qui sont prévues dans les conventions consulaires. Les franchises stipulées aux alinéas a) et b) sont généralement admises, mais celles qui sont énoncées à l'alinéa c) sont plus controversées. Dans certains pays, les articles mentionnés à l'alinéa c) sont admis en franchise dans les six mois qui suivent l'arrivée de l'intéressé, dans d'autres, le délai est d'un an. Il a estimé que les franchises minimales qui sont énumérées dans le projet seraient acceptables pour tous les Etats.

65. En fait, les membres du consulat bénéficient souvent des mêmes franchises que les membres des missions diplomatiques, et la Commission, qui s'occupe non seulement de la codification mais aussi du développement progressif du droit international, peut proposer une disposition suivant laquelle, aux fins des privilèges douaniers, les fonctionnaires consulaires seraient assimilés à ceux des missions diplomatiques. Toutefois, la Commission peut juger préférable que cette question soit l'objet de conventions bilatérales plutôt que d'un instrument multilatéral. Si l'on estime que l'article 38 doit s'inspirer de la disposition correspondante du projet relatif aux immunités diplomatiques, on peut faire valoir que seuls les Etats ayant ratifié la future convention seront liés par cet article. Toutefois, en rédigeant son texte, M. Žourek n'a pas cru pouvoir y insérer une clause d'une telle portée; il a en effet estimé que le projet d'une convention multilatérale devait contenir des règles acceptables pour tous les Etats. Quoi qu'il en soit, la Commission est libre de modifier son texte.

66. M. EDMONDS approuve le principe de l'article 38. Néanmoins, les termes de l'alinéa b) sont trop limitatifs, et il serait peut-être préférable d'employer une rédaction qui vise tout ce qui est nécessaire pour l'exercice des fonctions consulaires, y compris des articles importants comme les automobiles. Pour ce qui est de l'alinéa c), il vaudrait mieux dire « les articles destinés à l'usage personnel des membres du personnel consulaire... » que « les biens et effets personnels ». Enfin, M. Edmonds estime que la fixation d'un délai pour l'importation en franchise des objets personnels est incompatible avec le principe général de la franchise.

67. M. BARTOŠ partage l'opinion de M. Edmonds. En pratique, les moyens de transport sont d'une grande importance pour le consulat, et le mobilier destiné à la résidence des membres du personnel consulaire doit être également exempté. En conséquence, on pourrait étendre la portée de l'alinéa b) de manière à viser ces articles.

68. L'usage de fixer un délai de trois, puis de six mois pour l'importation en franchise d'objets usagers est périmé. Par exemple, un membre du personnel consulaire peut se marier et avoir besoin d'un mobilier neuf pour une résidence plus spacieuse ; un fonctionnaire consulaire transféré, par exemple, d'Extrême-Orient en Europe devra envoyer son mobilier par mer, et rien ne garantit que ce dernier parviendra à son nouveau poste dans un délai de six mois à compter de son arrivée. En outre, la clause selon laquelle les biens et effets personnels doivent être importés en provenance de l'Etat d'envoi est parfaitement inutile ; ce qu'il faut, c'est que ces biens soient importés pour l'usage des membres du personnel consulaire. Enfin, la disposition devrait aussi viser le personnel de service et les domestiques privés des fonctionnaires consulaires qui ne sont pas membres de leur famille.

69. M. MATINE-DAFTARY estime, comme M. Bartoš, qu'il est inutile de mentionner le délai d'importation et la réserve stipulant que les biens et effets personnels doivent provenir exclusivement de l'Etat d'envoi. Il est, en outre, d'avis que les membres du personnel consulaire doivent bénéficier des mêmes franchises douanières que les membres des missions diplomatiques. Le seul point sur lequel doit porter la distinction entre les deux catégories de fonctionnaires en ce qui concerne l'application des règlements douaniers est la clause de réciprocité qu'il convient de prévoir dans le projet concernant les relations consulaires. En conséquence, il faudrait aligner cet article sur l'article 34 du projet relatif aux immunités diplomatiques, étant donné en particulier que le mot « objets » qui a été utilisé dans le paragraphe 1 de ce dernier article est beaucoup plus général que l'énumération du projet du Rapporteur spécial.

70. M. ERIM fait observer que la clause de réciprocité n'est pas applicable aux alinéas a) et b) de l'article 38, mais qu'elle pourrait s'appliquer à l'alinéa c). Il partage l'avis des orateurs pour qui cette dernière disposition devrait être développée ; si on le faisait, la clause de réciprocité pourrait avoir une certaine valeur. Par ailleurs, il signale à l'attention de la Commission le paragraphe 2 de l'article 17 de la Convention consulaire de 1952 entre le Royaume-Uni et la Suède, aux termes duquel la franchise douanière est accordée sur les objets importés exclusivement pour l'usage personnel du fonctionnaire intéressé, et il signale que, dans ce même article, l'alinéa b) du paragraphe 3 contient une réserve aux termes de laquelle l'exemption de droits de douane ne s'étend pas aux objets importés en vue de la vente ou à d'autres fins commerciales. Si la Commission décidait de développer l'article 38, elle devrait ajouter une réserve analogue.

71. M. PAL met en lumière la différence entre le paragraphe 1 de l'article 34 du projet relatif aux immunités diplomatiques et la phrase introductive de l'article 38 du projet du Rapporteur spécial. Si la Commission décide de conserver le

membre de phrase « Sous réserve de réciprocité, sont admis en franchise de douane et de toutes autres taxes », elle devra ajouter un alinéa s'inspirant de l'alinéa d) de l'article 17, paragraphe 3, de la Convention consulaire de 1952 entre le Royaume-Uni et la Suède, afin de compenser l'effet de l'omission de la clause qui figure dans le projet relatif aux immunités diplomatiques et selon laquelle la franchise douanière doit être accordée suivant les dispositions de la législation de l'Etat accréditaire.

72. M. YOKOTA estime, comme M. Erim, que le principe de la réciprocité ne doit pas s'appliquer dans le cas des alinéas a) et b). Tous les objets destinés à l'usage d'un consulat appartiennent et servent au gouvernement de l'Etat d'envoi, et non aux membres du personnel consulaire. En conséquence, les objets mentionnés dans ces deux alinéas sont exemptés de droits de douane en application des règles en vigueur du droit international. Toutefois, les biens et effets personnels dont il est fait mention à l'alinéa c) sont la propriété des membres du personnel, et il n'est pas encore de pratique générale de leur appliquer la franchise douanière. M. Yokota appelle l'attention de la Commission sur le paragraphe 2 du commentaire de l'article 34 du projet ayant trait aux relations diplomatiques, où il est dit que cette exemption a été considérée comme fondée sur la courtoisie internationale. Cette partie de la disposition est donc *de lege ferenda*. Il en est ainsi à plus forte raison dans le cas des membres du personnel consulaire. Aussi faudrait-il subordonner cette disposition au principe de la réciprocité si on entend l'énoncer comme une règle de droit international. Autrement, un Etat qui n'accorderait pas la franchise douanière sur les biens personnels des membres du personnel consulaire se rendrait coupable de violation d'une règle du droit international, et il est peu probable qu'une majorité d'Etats s'accommodent d'un pareil état de choses. Il conviendrait dès lors de maintenir la clause de réciprocité en tant qu'elle s'applique à l'alinéa c).

73. M. VERDROSS déclare que, si l'on ne peut considérer encore l'exemption de droits de douane sur les biens personnels comme étant de pratique courante, la Commission peut néanmoins l'accepter, d'autant plus que le projet de Harvard, élaboré en 1932, énonce ce principe dans son article 25. Pour M. Verdross, les termes très généraux dans lesquels cet article est rédigé semblent couvrir toutes les éventualités possibles, mais, si la Commission tient à employer une formule plus large, il ne s'y opposera pas. Néanmoins, il estime, comme M. Bartoš, que l'on devrait supprimer la mention du délai de six mois et la stipulation précisant que les objets importés doivent provenir exclusivement de l'Etat d'envoi. Il indique en outre que les usages auxquels sont destinés les articles importés en franchise de douane doivent être précisés avec un peu plus de clarté.

74. M. AGO estime comme M. Edmonds que l'alinéa b) est par trop restrictif et que l'on doit

en élargir le sens de manière à englober des objets importants tels que les moyens de transport. De toute façon, les énumérations sont à redouter, et il reconnaît avec M. Matine-Daftary qu'il vaudrait mieux reprendre la rédaction de l'article 34 du projet relatif aux immunités diplomatiques.

75. En ce qui concerne l'alinéa c), il est d'accord avec les orateurs qui ont insisté pour que l'on supprime la mention du délai limite et la stipulation portant que les objets importés doivent provenir de l'Etat d'envoi, et avec ceux qui sont d'avis de donner à cet article une rédaction se rapprochant davantage de celle de la disposition correspondante relative aux agents diplomatiques. Il pense néanmoins que l'expression « membres du personnel consulaire » a peut-être une portée un peu trop large. Le Rapporteur spécial a dit au cours du débat sur les définitions que cette expression englobait également le personnel de service ; or, il ne faut pas oublier qu'aux termes du projet concernant les relations et immunités diplomatiques, le personnel de service des missions diplomatiques n'a pas droit à la franchise douanière.

76. Enfin, M. Ago ne pense pas que la clause de réciprocité s'applique à l'une quelconque des dispositions de l'article 38. La notion de réciprocité joue bilatéralement ; si l'on applique la réciprocité dans le cas particulier, il s'ensuivra une grande diversité de pratique. La Commission devrait donc poser une règle de droit international et éviter d'introduire inutilement une cause de complication grave.

77. M. SANDSTRÖM estime que les membres du personnel consulaire devraient bénéficier des mêmes franchises que les agents diplomatiques puisque les conditions de vie des deux catégories de fonctionnaires sont identiques, de même que les difficultés auxquelles ils se heurteraient si la franchise n'était pas accordée. On devrait donc rédiger le projet d'article 38 sur le modèle de l'article 34 du projet ayant trait aux relations diplomatiques. Toutefois, si la Commission décide de maintenir la rédaction du Rapport spécial, il serait bon de suivre la suggestion de M. Pal et d'ajouter une clause reprenant quant au fond les dispositions de l'alinéa d) du paragraphe 3, de la Convention consulaire de 1952 entre le Royaume-Uni et la Suède.

78. Il conviendrait peut-être aussi d'ajouter les mots : « Toutefois, les articles importés comme échantillons de produits commerciaux et destinés uniquement à être exposés dans les locaux d'un consulat, puis à être réexportés ou détruits, ne seront pas considérés comme exclus du bénéfice de l'exemption prévue dans le présent article », qui figurent à l'alinéa b) du paragraphe 3 de l'article 17, de la Convention entre le Royaume-Uni et la Suède ; néanmoins, M. Sandström ne présente pas de proposition formelle sur ce point, car il est possible que la Commission ne veuille pas rédiger une disposition aussi complexe.

79. M. FRANÇOIS comprend parfaitement que le Rapporteur spécial ait hésité à donner au projet

d'article 38 une rédaction trop proche de celle de la disposition correspondante du projet d'articles consacré aux relations diplomatiques. Il importe de ne jamais oublier les raisons pratiques qui justifient l'octroi de diverses exemptions. Ainsi, l'admission de boissons alcooliques en franchise de douane est prévue dans le cas des agents diplomatiques, mais ne l'est pas dans le cas de membres du personnel consulaire (article 38). La différence s'explique par le fait que cette exemption est étroitement liée aux obligations sociales des agents diplomatiques. Cependant, les consuls généraux des grandes villes ont aussi des obligations de cet ordre et, s'il est vrai que l'octroi de la franchise douanière sur ce point à tous les membres du personnel consulaire risquerait de donner lieu à des abus, les chefs de poste devraient cependant bénéficier de cette facilité. Le Rapporteur spécial devrait examiner s'il est possible d'insérer une disposition concernant l'admission de boissons alcooliques en franchise de douane pour les chefs de poste seulement.

80. M. TOUNKINE, tout en étant d'accord, en principe, sur l'article 38, est d'avis de l'aligner davantage encore sur la disposition correspondante du projet concernant les relations diplomatiques. Certes, les différences entre agents diplomatiques et fonctionnaires consulaires sont grandes, mis cela ne suffit pas à justifier un tel écart entre les deux textes. Le Comité de rédaction pourra certainement en modifier les termes en conséquence, mais M. Tounkine tient à signaler, à propos de la phrase d'introduction, un point qui lui paraît important. Dans l'article 34 du projet ayant trait aux relations et immunités diplomatiques, la phrase introductive du paragraphe 1 stipule expressément que l'exemption de droits de douane doit être accordée suivant les dispositions de la législation de l'Etat accréditaire ; cette clause, qui a fait l'objet d'une discussion approfondie au moment de l'examen du projet visant les relations diplomatiques, devrait figurer également dans l'article 38. M. Tounkine partage l'avis des orateurs qui ont insisté pour que l'article 38 ne contienne pas de dispositions exagérément détaillées, et il approuve les remarques formulées par M. Bartoš et par M. Verdross touchant l'alinéa c).

81. M. BARTOŠ, revenant sur les observations de M. Yokota, déclare qu'à son avis, la Commission doit distinguer entre les règles de droit international énoncées aux alinéas a et b) et l'exemption qui fait l'objet de l'alinéa c), laquelle est fondée sur la courtoisie internationale. La Commission a pour tâche de codifier les règles positives du droit international, mais elle doit aussi proposer des règles de *lege ferenda*.

82. Il n'est pas de l'avis de M. Ago qui trouve que l'expression « membres du personnel consulaire » est d'allure trop générale. Tout en convenant que le membre de phrase dans lequel figure cette expression doit être rédigé en des termes se rapprochant davantage de ceux du projet concernant les relations diplomatiques, il estime

que le nombre des personnes qui doivent jouir de la franchise douanière doit être aussi élevé que possible.

83. M. LIANG (Secrétaire de la Commission) fait observer que, dans le paragraphe 1 de l'article 34, du projet concernant les relations diplomatiques, la formule « suivant les dispositions de sa législation » est trop restrictive en ce qu'elle tient compte de la législation de l'Etat de résidence, mais n'accorde pas l'importance voulue à la pratique de cet Etat.

84. A propos de l'idée émise par M. François au sujet de l'importation de boissons alcooliques en franchise de douane par les consuls, il signale que, dans les missions diplomatiques et les consulats, ainsi qu'aux Nations Unies, il est d'usage que les approvisionnements nécessaires soient achetés au nom de l'institution intéressée, puis distribués aux fonctionnaires considérés comme ayant des obligations sociales. C'est en général le chef de poste qui est chargé d'assurer une répartition adéquate des quantités achetées.

85. Enfin, comme M. Bartoš, il estime que tout projet de convention internationale élaboré par la Commission doit à la fois représenter une codification des règles de droit en vigueur et un projet pour le développement du droit international.

86. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial) fait observer qu'il ne semble pas y avoir de désaccord fondamental sur les alinéas a) et b). Il est heureux de constater que les membres de la Commission souhaitent élargir les termes de l'alinéa c); cependant, si l'on remplace sa formule restrictive par les termes employés dans l'article 34 du projet concernant les relations diplomatiques, divers objets tels que les boissons alcooliques, le tabac et les bijoux seront couverts par cette disposition, alors que l'importation en franchise de douane de ces objets risque d'être limitée par les dispositions de la législation de l'Etat de résidence, tout au moins dans le cadre des contingents annuels.

87. En ce qui concerne les catégories de personnes pouvant bénéficier des franchises douanières, M. ŽOUREK fait observer qu'il est impossible de faire des distinctions dans un article de caractère général. Au surplus, le personnel de service des missions diplomatiques fait l'objet d'une définition à part dans le projet ayant trait aux relations diplomatiques alors qu'il n'est pas établi de distinction de ce genre dans le projet qui vise les relations consulaires. M. Žourek estime enfin que l'article a été examiné de façon approfondie et qu'il est maintenant prêt à être soumis au Comité de rédaction.

88. Le PRÉSIDENT, résumant le débat sur l'article 38, constate que la Commission est tombée d'accord sur le principe énoncé dans l'article, mais qu'elle a demandé au Rapporteur spécial de suivre de plus près le libellé de la disposition correspondante du projet concernant les relations diplomatiques et de remplacer l'énumération par des expressions plus générales. La Commission

est, dans l'ensemble, d'avis de supprimer la mention du délai de six mois et la réserve stipulant que les biens personnels des consuls doivent provenir exclusivement de l'Etat d'envoi. La Commission a enfin estimé que pour empêcher tous abus éventuellement dans l'application de l'alinéa c), on devrait insérer une réserve analogue à celle qui figure dans l'article 34 du projet concernant les relations diplomatiques, à savoir « suivant les dispositions de la législation [de l'Etat accréditaire] ». Il propose de renvoyer l'article 38 au Comité de rédaction, accompagné des indications qu'il vient de donner.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 13 h. 5.

543^e SÉANCE

Jeudi 19 mai 1960, à 9 heures

Président : M. Luis PADILLA NERVO

Relations et immunités consulaires (A/CN.4/131, A/CN.4/L.86) [suite]

[Point 2 de l'ordre du jour]

PROJET D'ARTICLES PROVISOIRES (A/CN.4/L.86) [suite]

ARTICLE 39 (EXEMPTION DES PRESTATIONS PERSONNELLES)

1. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial), présentant l'article 39 de son projet, rappelle qu'il correspond à l'article 33 du projet concernant les relations et immunités diplomatiques. L'alinéa a) de l'article 39 prévoit que les membres du personnel consulaire, les membres de leurs familles et le personnel privé doivent être exemptés de toute prestation personnelle comme celles auxquelles les nationaux de l'Etat de résidence sont assujettis en cas d'événements graves, ainsi que de tout service d'intérêt public, tel que la participation à un jury ou d'autres obligations similaires. Ce paragraphe vise également l'exemption du service militaire.

2. La clause qui figure à l'alinéa b) vise l'exemption des charges militaires matérielles — notamment les réquisitions, contributions et logements militaires — et se fonde sur des dispositions analogues contenues dans un grand nombre de conventions consulaires.

3. L'un et l'autre paragraphe stipulent que, pour bénéficier de cette exemption, les intéressés ne doivent pas être ressortissants de l'Etat de résidence. Bien que le projet contienne un article distinct, l'article 42, où figurent des dispositions générales relatives à la situation des membres du personnel consulaire qui sont ressortissants de l'Etat de résidence, il a paru souhaitable, sinon indispensable, de faire figurer cette clause dans l'article 39. D'ailleurs, les personnes appartenant à cette catégorie font également l'objet de disposi-